



*Département Opinion
et Stratégies d'Entreprise*

pour



Observatoire de l'opinion du Finistère

Automne 2008

	<i>Pages</i>
1 - La méthodologie	3
2 - Les principaux enseignements de l'étude	5
3 - Les résultats de l'étude	16
A - La relation personnelle au Finistère	17
B - La situation personnelle et la vision d'avenir	21
C - Le développement durable.....	32
D - L'action publique	34
E - Le Conseil général	44

La méthodologie

Etude réalisée par l'Ifop pour

le Conseil général du Finistère

Echantillon

Echantillon de **1006** personnes, représentatif de la population finistérienne âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage) après stratification par pays (Pays de Brest, Pays de Morlaix, Pays de Centre-Ouest-Bretagne, Pays de Cornouaille) et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil

Les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées.

Dates de terrain

Du 22 au 27 octobre 2008

Les principaux enseignements de l'étude

Un fort attachement au département conjugué à une forte identité régionale

Si l'identité régionale des Finistériens est très affirmée (71% ont un très fort sentiment d'appartenance à leur région), elle va de paire avec un fort sentiment d'appartenance à leur département (64% se sentant « très fortement appartenir » au Finistère) mais aussi à des espaces infra-départementaux comme le Sud (55%) ou le Nord Finistère (53%). Cette triple appartenance locale (régionale, départementale et infra-départementale) n'entame pourtant pas un attachement à la nation (57%) situé, lui, au même niveau que chez l'ensemble des Français et des Bretons[1]. De même, si le sentiment européen des Finistériens peut paraître faible en soit (à 21%), il atteint un niveau comparable à celui observé chez le reste des Français ou des Bretons[2].

Aussi forte soit-elle, cette prégnance de l'identité régionale n'est pas surprenante dans une région où le *sentiment de fierté régionale* est globalement supérieur au *sentiment de fierté nationale*[3], les Bretons étant, après les Corses, les Français les plus attachés à leur région[4]. En réalité, l'élément à souligner est plutôt le fait que le sentiment d'appartenance départementale ne pâtisse pas d'une aussi forte identité régionale comme c'est le cas de certains départements, y compris en Bretagne. A titre d'exemple, on sait que l'attachement des habitants des Côtes-d'Armor à leur département est, lui, beaucoup plus faible (37%), au point d'être inférieur à leur attachement national (45%)[5].

[1] Dans une enquête réalisée en mars 2008 par l'Ifop pour la DIACT auprès d'un échantillon de 5 211 Français, 59% des Français et 59% des Bretons se disent « très attachés » à la France. La comparaison reste toutefois à interpréter avec une certaine prudence compte-tenu de la différence de formulation de la question.

[2] La même enquête Ifop-DIACT indiquait que la proportion de personnes se disant « très attachées » à l'Europe était très similaire chez les Français (23%) et chez les Bretons (21%)

[3] Dans l'Enquête O.I.P. de 1999, le sentiment de fierté régionale des Bretons (65%) apparaissait, contrairement à l'ensemble des Français, supérieur à leur sentiment de fierté nationale (60%).

[4] D'après l'enquête Ifop-DIACT, 60% des Bretons se disent très attachés à leur région contre 43% des Français.

[5] Dans une consultation auto administrée réalisée en 2006 par TMO auprès de 7 700 habitants des Côtes d'Armor, ces derniers se disaient « très attachés » à la Bretagne à 64%, à la France à 45%, aux Côtes d'Armor à 37%, à leur commune à 32% et à l'Europe à 23%. A noter qu'on doit rester prudent avec cette comparaison entre département compte-tenu des différences de mode de recueil et de formulation de question.

L'analyse détaillée des résultats montre que le sentiment d'appartenance au département est, dans toutes les catégories de population, partagé par une majorité de répondants, exception faite de ceux y résidant depuis moins de 10 ans.

Toutefois, il varie d'intensité en fonction d'autres variables - comme le sexe, l'âge ou la CSP, les mêmes influant d'ailleurs sur l'intensité du sentiment régional. Le sentiment d'appartenance départementale est ainsi beaucoup mieux ancré au sein des couches les plus âgées et les plus modestes de la population, tout en étant un peu plus fort chez les hommes que chez les femmes. A l'inverse, tout comme le sentiment régional, il est plus faible chez les CSP+ (chefs d'entreprise, cadres et professions libérales) et les habitants du Centre-Ouest Bretagne. En cela, les sentiments d'appartenance départementale et régionale se distinguent nettement du sentiment européen, beaucoup mieux ancré, lui, au sein des CSP+. Enfin, pour ce qui est des sentiments d'appartenance infra-départementales, il faut noter de fortes disparités selon les pays. Le sentiment d'appartenance au Finistère Sud est ainsi deux fois plus élevé dans le pays de Cornouaille (58%) que dans le Centre-Ouest Bretagne (30%). Et le sentiment d'appartenance au Finistère Nord est, lui, plus fort dans le pays de Morlaix (65%) que dans le pays de Brest (50%).

En termes d'évolution, il est intéressant de noter que le sentiment d'appartenance au Finistère suit la même évolution que le sentiment d'appartenance nationale, à savoir qu'il reste globalement stable (autour de 90%) mais qu'il perd un peu en fermeté. La proportion de Finistériens se sentant « très fortement appartenir » au Finistère a ainsi perdu trois points en deux ans.

Le degré d'attachement des Finistériens à leur département est au même niveau que leur sentiment d'appartenance départemental : 92% au total s'y disent attachés dont 57% s'y disent « très attachés ».

En termes d'évolution, leur degré d'attachement est lui aussi d'une grande stabilité avec autant de personnes interrogées s'y disant « très attachés » qu'il y a deux ou trois ans. Et dans le détail des résultats, il ressort à un niveau beaucoup plus haut au sein des couches les plus âgées et les plus modestes de la population, tout en étant un peu plus prononcé dans le pays de Morlaix (61%). Enfin, la proportion de personnes interrogées s'y disant « très attaché » est deux fois plus élevée chez celles y résidant depuis plus de 10 ans (61%) que chez les autres (30%).

De manière générale, ces différences d'ordre géographique ou sociodémographique se retrouvent chez les Finistériens les plus disposés à placer un autocollant « Finistère » sur leur plaque minéralogique.

En effet, si près de neuf Finistériens sur dix (87%) se disent prêt à un tel geste, il faut surtout retenir que les deux tiers (67%) y sont « tout à fait » disposés. Et cette proportion est, elle aussi, particulièrement élevée au sein des couches les plus âgées et les plus modestes de la population (71% des ouvriers et des employés par exemple), tout en étant un peu plus forte dans le pays de Morlaix (73%). Enfin, cette proportion tend à être plus élevée chez les ruraux, ce qui recoupe les données nationales indiquant que ceux sont les ruraux qui regrettent le plus la disparition des numéros des départements sur les plaques d'immatriculation^[1].

Malgré un fort sentiment de détérioration de la situation de la France, les Finistériens restent optimistes en ce qui concerne leur département

Dans le contexte de crise actuelle, cette vague de l'Observatoire s'avère caractérisée par une dégradation générale des perceptions des habitants, que ce soit à propos de leur situation personnelle, de celle de leur département ou de la France. Cependant, les Finistériens restent optimistes en ce qui concerne l'avenir de leur département, leurs inquiétudes étant, globalement, beaucoup moins fortes au niveau local qu'au niveau national ou supranational.

Si la proportion d'habitants ressentant une dégradation de la situation du département a doublé en un an (24%), elle est à relativiser. D'abord parce que pour les deux tiers d'entre eux (67%), la situation du Finistère est restée « stable » - 8% considérant même qu'elle « s'est améliorée » au cours de l'année. Ensuite, parce que la part d'habitants jugeant que sa situation s'est dégradée reste faible comparée à ceux qui ressentent une détérioration de la situation à l'échelle nationale (82%, + 37 points en un an), européenne (53%) ou mondiale (86%). A titre de comparaison, un Finistérien sur trois (35%, + 13 points) considère que sa situation personnelle s'est détériorée par rapport à l'an dernier, ce qui reste mesuré par rapport à ceux qui ont le sentiment qu'elle est restée « stable » (52%, - 5 points). Dans l'ensemble, on retrouve donc un décalage - assez fréquent dans les études sur le moral des Français - entre les perceptions individuelles ou locales et les perceptions plus globales concernant par exemple la situation du pays.

[1] Enquête Ifop pour Auto Plus réalisée en mars 2008 auprès d'un échantillon de 1031 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Dans cette enquête, la proportion de répondants regrettant cette disparition est de 77% dans les communes rurales, contre 70% dans les communes urbaines de Province et de 62% en Agglomération parisienne.

Dans le détail, ce sentiment d'une détérioration de la situation du département (24% en moyenne) apparaît très corrélé à l'âge et à la situation sociale de la personne interrogée. Deux fois plus élevé chez les personnes âgées de 35 ans et plus (29%) que chez les plus jeunes (12%), il est aussi deux fois plus fort chez les travailleurs indépendants - autour de 30% - que dans les catégories populaires (17%). Autre signe que cette impression d'une détérioration touche particulièrement les couches supérieures : elle est presque deux fois plus forte chez les propriétaires (27%) que chez les locataires en HLM (16%). Enfin, elle est plus élevée chez les habitants du Centre-Ouest Bretagne (32%) que dans le reste du département.

Malgré cette dégradation générale des perceptions des situations, une majorité de Finistériens reste optimiste en ce qui concerne l'avenir de leur département (64%) ou de leur situation personnelle (59%). A l'inverse, on retrouve une majorité de répondants pessimistes quant à la situation de la France (58%), de l'Europe (53%) ou du Monde (68%).

Dans le détail des résultats, on remarque que les Finistériens qui affichent le plus haut niveau d'optimisme pour l'avenir de leur département ou de leur cas personnel se recrutent plutôt parmi les jeunes (79%), les cadres (75%) et les employés (75%). En cela, ce sont à peu près les mêmes variables qui jouent sur les perceptions en ce qui concerne les évolutions passées ou futures, même si, pour ce qui est de l'avenir, les clivages sociologiques s'opèrent plus entre actifs et inactifs qu'entre CSP+ et CSP-.

En deux ans, les principaux sujets d'inquiétudes des Finistériens ont changé. Alors qu'en 2006, leurs plus forts sujets de préoccupation étaient les effets de la pollution, la délinquance et les effets de l'alcool, c'est désormais la précarité sociale qui cristallise le plus d'inquiétude : 60% des Finistériens s'en soucient de manière « très préoccupante », soit 11 points de plus qu'il y a deux ans.

Les effets de la pollution (54%) et de l'alcool (50%, + 2 points en deux ans) restent toutefois des sujets d'inquiétude importants, respectivement au second et au troisième rangs de leurs préoccupations. Les préoccupations à l'égard des problèmes de délinquance (49%, - 4 points) et de sécurité routière (43%, - 4 points) connaissent quant à elles une certaine érosion, au profit de questions plus environnementales comme les aléas climatiques (37%) - en très forte hausse (+ 15 points en deux ans) - ou la santé alimentaire (44%, + 5 points).

Dans le détail des résultats, on note que les inquiétudes en matière de précarité sont particulièrement élevées chez les personnes âgées (retraités, 50 ans et plus), dans les milieux modestes (64% chez les employés, 71% chez les résidents en HLM) et chez les habitants des grandes agglomérations (69%). Et ce sont à peu près les mêmes catégories qui se montrent les plus préoccupées par les aléas climatiques, sauf sur le plan géographique où ce sont les habitants du Pays de Morlaix - particulièrement victimes de tempêtes et d'inondations cette année - qui se montrent les plus inquiets à ce sujet (42% contre 37% en moyenne). A l'inverse, la santé alimentaire est, elle, un problème particulièrement cher aux travailleurs indépendants (52%), aux cadres (49%) et aux habitants de communes de moins de 20 000 habitants.

Une action jugée efficace en matière de développement durable mais une demande de moyens et d'informations supplémentaires sur le sujet

L'action du Conseil général du Finistère en matière de développement durable reste perçue de manière positive par ses habitants. En effet, la proportion de Finistériens considérant que l'institution « agit efficacement » en la matière reste élevée (71%), à un niveau équivalent à celui de 2007 (- 1 point en un an) et toujours nettement au-dessus de la norme nationale constituée par l'Ifop (61% en 2006^[1]). Cependant, le sentiment que le Conseil général « informe bien la population locale sur les actions menées et les projets en cours » est moins bien partagé que l'an dernier (56%, - 5 points) au point de se situer désormais au niveau de la moyenne nationale (57% en 2006). Enfin, la quasi-totalité des Finistériens (91%) s'accorde pour considérer que le Conseil général devrait y consacrer, à l'avenir, des moyens encore plus importants en matière de développement durable.

Dans le détail des résultats, les répondants aspirant à une augmentation des moyens consacrés au développement durable ont un profil plutôt jeune et aisé (chefs d'entreprise, cadres). De même, ce sont plutôt les jeunes de moins de 35 ans et les classes moyennes et supérieures qui considèrent que le département n'agit pas assez efficacement en matière de développement durable. Il faut noter que ces différences de perceptions entre Finistériens sont à, à peu de choses près, les mêmes que celles que l'on trouve sur ces questions chez l'ensemble des Français. Mais le plus important à signaler pour le Conseil général est que ce sont ces catégories qui se sentent les moins informées à ce sujet, les moins de 35 ans se distinguant des autres interviewés à ce sujet : 55% (contre 40% en moyenne) n'ont pas le sentiment qu'il « informe bien la population locale » sur ce sujet.

[1] Enquête réalisée par l'Ifop en novembre 2006 auprès d'un échantillon national représentatif de la population française dans le cadre de son « Observatoire du développement durable ».

L'action publique : des projets un peu moins connus et une satisfaction à l'égard des différents domaines d'action qui reste fréquemment élevée.

Les différents projets engagés par le Conseil général enregistrent tous, cette année, une baisse de notoriété. Que ce soit en termes de niveau ou d'évolution, on note toutefois de fortes différences de notoriété en fonction du lieu d'habitation, les habitants résidant à proximité du lieu du projet ayant tendance, naturellement, à en avoir d'avantage entendu parler.

C'est tout particulièrement le cas du projet de contournement routier au Nord-Ouest de Quimper dont le taux de notoriété - globalement stable (65%, - 1 point) - est désormais quasiment deux fois plus élevé dans le pays de Cornouaille (85%, + 14 points) que dans le pays de Morlaix (47%). C'est aussi le cas du projet de construction du nouveau pont de Térénez (62%) dont la baisse de notoriété - en moyenne de 6 points - est générale sauf dans le pays de Brest où la proportion d'habitants en ayant entendu parler reste identique (77%). Cette tendance se retrouve aussi à propos de la Maison départementale des personnes handicapées (située à Quimper) dont le taux de notoriété baisse dans tout le département (- 4 points en moyenne) sauf dans le pays de Cornouaille où elle reste supérieure à la moyenne (44% contre 37% en moyenne).

Par contre, la baisse de notoriété des travaux de modernisation des ports de pêche en Cornouaille (en baisse de 6 points, à 42%) touche, elle, l'ensemble du département, l'écart de notoriété sur ce sujet restant ainsi le même entre le Finistère Nord (34%, - 7 points) et le Finistère Sud (53%, - 5 points). Enfin, le projet de construction d'un nouveau collège à Plabennec reste le projet le moins connu des Finistériens, seul un quart d'entre eux (25%) - contre près d'un tiers il y a un an (31%) - en ayant entendu parler. Situé au nord de Brest, ce projet est, logiquement, nettement plus connu dans le Nord (33%, - 2 points) que dans le Sud du département (15%, - 10 points).

La notoriété d'une autre initiative du Conseil général était testée pour la première fois cette année. Il s'agissait des aires de covoiturages aménagées depuis 2003 dans tout le département et qui ont bénéficié en octobre d'un surcroît de médiatisation à l'occasion de l'aménagement de deux nouvelles aires. **Avec un taux de notoriété de 78%**, on peut dire que **l'existence de ces aires est très bien connue des Finistériens**, sans qu'il y ait de grandes différences en fonction des pays. Soulignons en revanche que ces aires sont d'autant plus connues que la taille de la commune est petite.

La satisfaction détaillée des Finistériens en matière d'action publique demeure élevée (65,6% en moyenne) quoiqu'en légère baisse par rapport à l'an dernier. Si on compare leur taux de satisfaction moyen pour l'ensemble des vingt domaines d'action testés à la fois cette année et l'an dernier, celui-ci baisse de 2 points, passant de 67% à 65%.

Globalement, les Finistériens n'en restent pas moins majoritairement satisfaits de différentes actions publiques départementales. Sur les 22 domaines testés cette année, seuls 4 points suscitent plus d'insatisfaction que de satisfaction : la situation de l'emploi (avec seulement 31% de satisfaits), l'insertion sociale et professionnelle des jeunes (38%), le bon usage de l'argent public (43%) et les actions à l'égard des personnes handicapées (46%). Pour tous les autres domaines d'action publique, ils se montrent majoritairement satisfaits.

On enregistre ainsi des taux de satisfaction élevés pour tout ce qui touche au domaine des transports : 88% pour le réseau routier (- 2 points), 84% pour le transport scolaire, 76% pour les transports en commun (+ 2 points). A propos des transports en commun, leur niveau de satisfaction atteint même un niveau record depuis la création de l'Observatoire, avec un taux supérieur de 5 points à celui mesuré en 2004.

Les niveaux de satisfaction enregistrés s'avèrent également très élevés pour tout ce qui touche à l'environnement : 74% des Finistériens sont satisfaits de la préservation des paysages et du littoral, 70% du traitement des déchets (+ 1 point), 66% de la prise en compte du développement durable et 65% de la qualité de l'eau - domaine qui enregistre la plus forte hausse de l'année (+ 3 points, dont + 7 points de « tout à fait » satisfaits).

Les domaines relevant de l'action scolaire obtiennent également des scores élevés : 84% pour le transport scolaire et la répartition géographique des collèges, 73% pour la protection de l'enfance, 70% pour la construction et l'entretien des collèges (soit le même niveau que l'ensemble des Français^[1]). Cependant, c'est sur ces deux derniers points que l'on enregistre les plus fortes baisses de satisfaction : - 9 points pour la protection de l'enfance, en baisse en particulier chez les femmes (- 11 points) et les personnes âgées 65 ans et plus (- 14 points) ; - 6 points pour la construction et l'entretien des collèges, en baisse notamment de 10 points dans le Nord Finistère.

[1] Enquête Ifop pour Profession politique réalisée du 25 au 28 août 2008 auprès d'un échantillon de 1013 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Dans cette enquête, la proportion de répondants jugeant positive l'action de leur Conseil général en ce qui concerne la construction et l'entretien des collèges était de 73%.

Parallèlement, on relève une baisse de satisfaction dans des domaines ne relevant pas exclusivement de l'action auprès des jeunes mais pour lesquels ces derniers constituent souvent une cible clé des différents programmes. C'est le cas par exemple des accès aux sports (84%, - 5 points), à la culture (78%, - 4 points) ou aux technologies de l'information et de la communication (72%, - 5 points). C'est aussi celui de la promotion de la langue bretonne (65%, - 6 points) ou de l'accès au logement (56%, - 6 points). Ces deux derniers points soulèvent d'ailleurs des clivages d'ordre générationnel. Les jeunes de moins de 25 ans se distinguent ainsi du reste de la population par leur insatisfaction à propos de la promotion du Breton dans le département (55% d'insatisfaits contre 34% en moyenne). Ceux âgés de 25 à 34 ans, c'est-à-dire les plus confrontés aux difficultés d'accès au marché immobilier, se distinguent aussi du reste de la population par leur insatisfaction à propos de l'accès au logement (53% d'insatisfaits contre 43% en moyenne). A noter que les questions d'accès aux technologies de l'information et de la communication soulèvent, elles, moins de différences liées à l'âge qu'à la taille d'agglomération du répondant : l'insatisfaction augmentant d'autant plus que la taille de sa commune est petite.

Les taux de satisfaction en matière d'action sociale sont, quant à eux et à l'instar des précédentes vagues d'enquête, beaucoup moins élevés et enregistrent tous une baisse, sans doute liée au contexte économique actuel. Les Finistériens sont d'ailleurs généralement majoritairement insatisfaits dans ce domaine : 53% sont insatisfaits à propos des actions à l'égard des personnes handicapées (+ 3 points en un an, + 7 points en deux ans), 61% en ce qui concerne l'insertion sociale et professionnelle des jeunes (+ 3 points en un an, + 7 points en deux ans), 69% à propos de la situation de l'emploi (+ 4 points en un an, + 12 points en deux ans). A propos de l'emploi, leur insatisfaction est d'ailleurs la plus forte depuis la création de l'Observatoire en 2004. Leur taux de satisfaction à l'égard de l'accompagnement des personnes âgées (- 4 points en un an) reste quant à lui positif (à 53%), mais atteint lui aussi un niveau plancher.

Un élément plutôt positif est toutefois à souligner. Malgré la crise, les Finistériens restent majoritairement satisfaits du développement économique de leur département (54%, - 3 points) sauf dans le Centre-Ouest Bretagne (46%, - 7 points). En cela, ils se distinguent nettement de l'ensemble des Français qui, interrogés dernièrement à ce sujet, se montraient majoritairement insatisfaits de l'action de leur Conseil général dans ce domaine^[1]. Quant à leur niveau de satisfaction sur la sécurité des biens et des personnes, il reste élevé (73%, - 2 points), notamment chez les jeunes de moins de 35 ans (80%), les cadres (82%) et les ruraux (77%).

[1] Dans l'enquête Ifop pour Profession politique réalisée, 56% des Français jugent négativement l'action de leur Conseil général en ce qui concerne le développement économique, contre 44% qui la jugent positivement.

Aux yeux des Finistériens, les deux domaines dans lesquels le Conseil général devrait consacrer davantage de moyens sont l'insertion sociale et professionnelle des jeunes (54% de citations) et la situation de l'emploi (46%). Cités chacun par plus d'un tiers des répondants, les trois autres domaines d'investissements prioritaires - l'accompagnement des personnes âgées (38%), le bon usage de l'argent public (34%) et les actions à l'égard des personnes handicapées (34%) - font eux aussi partie des domaines d'actions pour lesquels ils sont les moins satisfaits. Ainsi, les cinq domaines d'actions qui cristallisent le plus d'attentes sont ceux qui génèrent le plus d'insatisfaction.

Cette forte corrélation entre les domaines d'insatisfaction et les principales attentes des administrés se retrouve dans les autres priorités des administrés : le développement économique (22% de citations), la qualité de l'eau (21%) et l'accès au logement (20%). Dans le détail des résultats, on ne note pas dans cette hiérarchie des priorités de différences sensibles en fonction de variables géographiques ou sociodémographiques. Notons toutefois que la situation de l'emploi semble être une priorité particulièrement chère aux CSP+, à l'inverse des questions d'accès au logement, particulièrement importantes aux yeux des catégories populaires (citée par 28% des ouvriers et des employés contre seulement 18% des cadres). Assez logiquement, l'accompagnement des personnes âgées est une priorité particulièrement citée par les plus de 50 ans (51% chez les 50-64 ans). Les actions à l'égard des personnes handicapées (34% en moyenne) sont, elles, une priorité importante pour les femmes (40%) et les habitants du Centre-Ouest Bretagne (44%). Enfin, les habitants du pays de Morlaix sont les plus nombreux (25% contre pas plus de 21% dans les autres pays) à citer la qualité de l'eau comme un domaine d'investissement prioritaire.

Un niveau de connaissance de l'institution départementale en phase de consolidation

Comparé à l'an dernier, le niveau de connaissance du Conseil général (56%) enregistre une baisse significative (- 7 points). Ce résultat doit toutefois être relativisé pour au moins deux raisons. D'abord parce que ce niveau de connaissance reste supérieur à 50%, c'est-à-dire au-dessus du niveau qui était le sien en 2006. Ensuite, parce que cette baisse concerne essentiellement la proportion d'habitants connaissant « peu » l'institution (44% en 2008 contre 52% en 2007). La proportion d'habitants connaissant « bien » l'institution est, elle, en hausse constante depuis 2 ans : 9% en 2006, 11% en 2007, 12% en 2008.

De manière générale, on peut donc parler d'un niveau de connaissance en phase de consolidation, avec une proportion de plus en plus ferme de réels « connaisseurs ». Ces derniers se situent d'ailleurs plutôt parmi les couches les plus intéressées par la politique, à savoir les hommes (16%), les personnes âgées de plus de 50 ans (15%) ainsi que les cadres et professions libérales (15%). A l'inverse, on note un déficit de connaissance de l'institution chez les femmes - seules 8% la connaissent « bien » -, les jeunes de moins de 35 ans - et dans les catégories populaires (8% chez les ouvriers et les employés).

Pour le reste, l'importance du Conseil général reste toujours aussi élevée aux yeux des Finistériens. Sachant qu'en 2007, plus de neuf Finistériens sur dix (91%) lui reconnaissent un rôle « important », on constate qu'ils sont aujourd'hui autant (91%) à considérer que c'est « un organisme utile » - un tiers (31%) le considérant même comme « très utile ». Et dans le détail des résultats, on note que les catégories lui déniaient son utilité sont les mêmes qui, chez l'ensemble des Français, considèrent le département comme l'échelon administratif à supprimer en priorité, à savoir plutôt les hommes, les personnes âgées et les travailleurs indépendants^[1].

^[1] Voir l'enquête Ifop / Profession politique réalisée en août 2008.

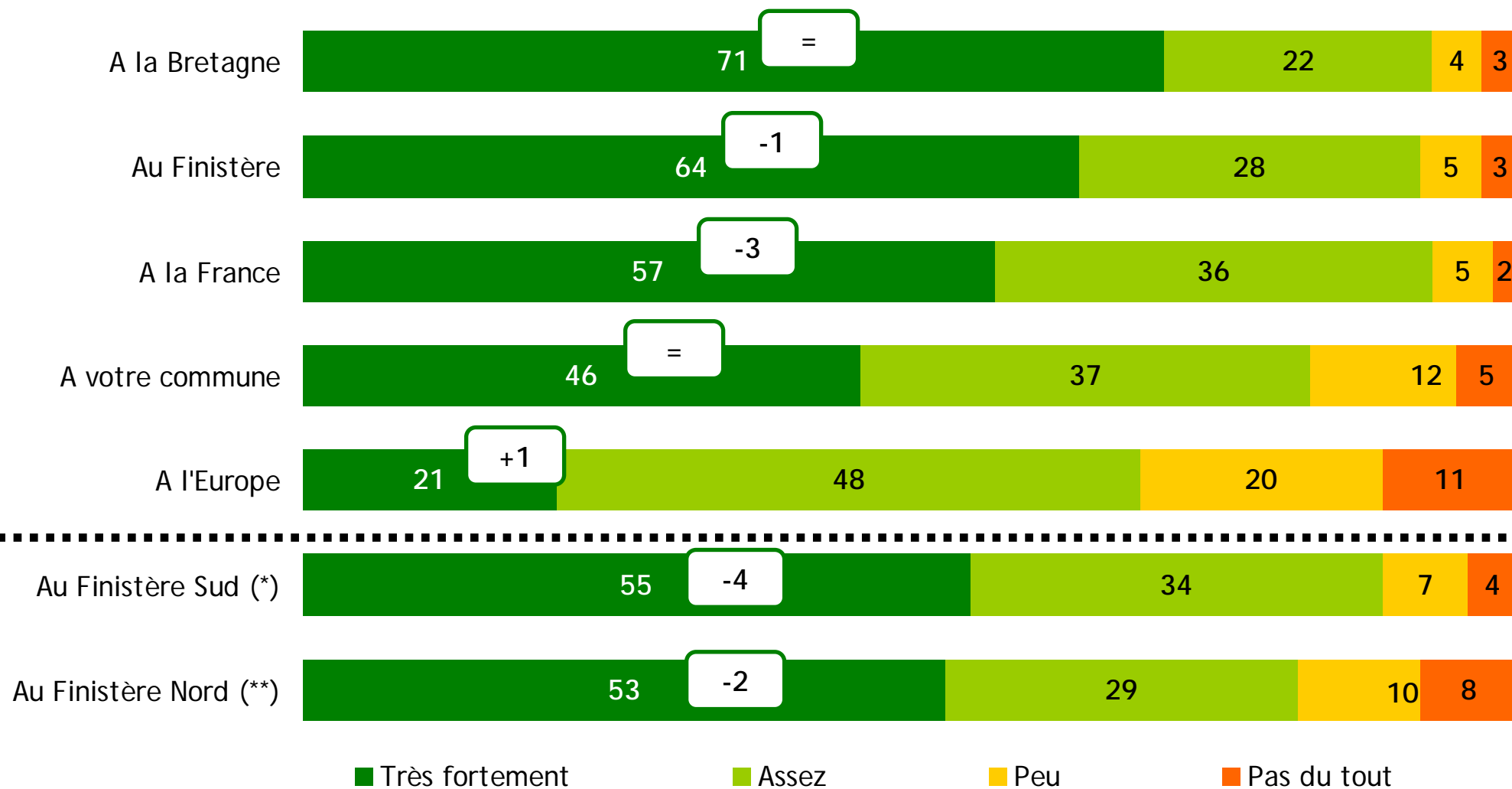
Les résultats de l'étude

- A -

La relation personnelle au Finistère

Les sentiments d'appartenance

Question : Vous personnellement, vous sentez-vous appartenir très fortement, assez, peu ou pas du tout... ?

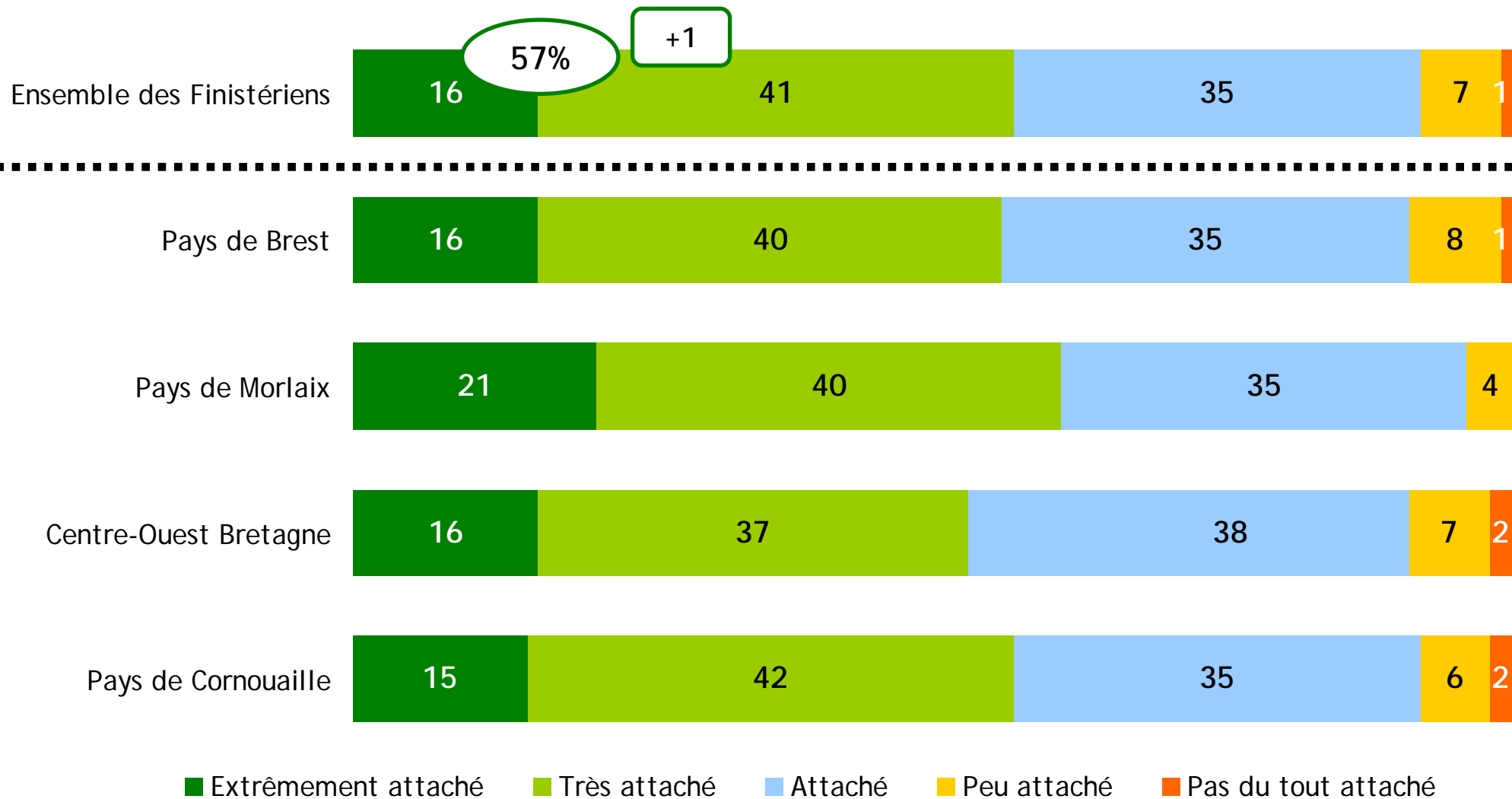


(*) Sous-question posée aux interviewés des Pays de Centre Ouest Bretagne et de Cornouaille uniquement
 (**) Sous-question posée aux interviewés des Pays de Brest et de Morlaix uniquement

+X Evolution observée depuis 2007

Le degré d'attachement au Finistère

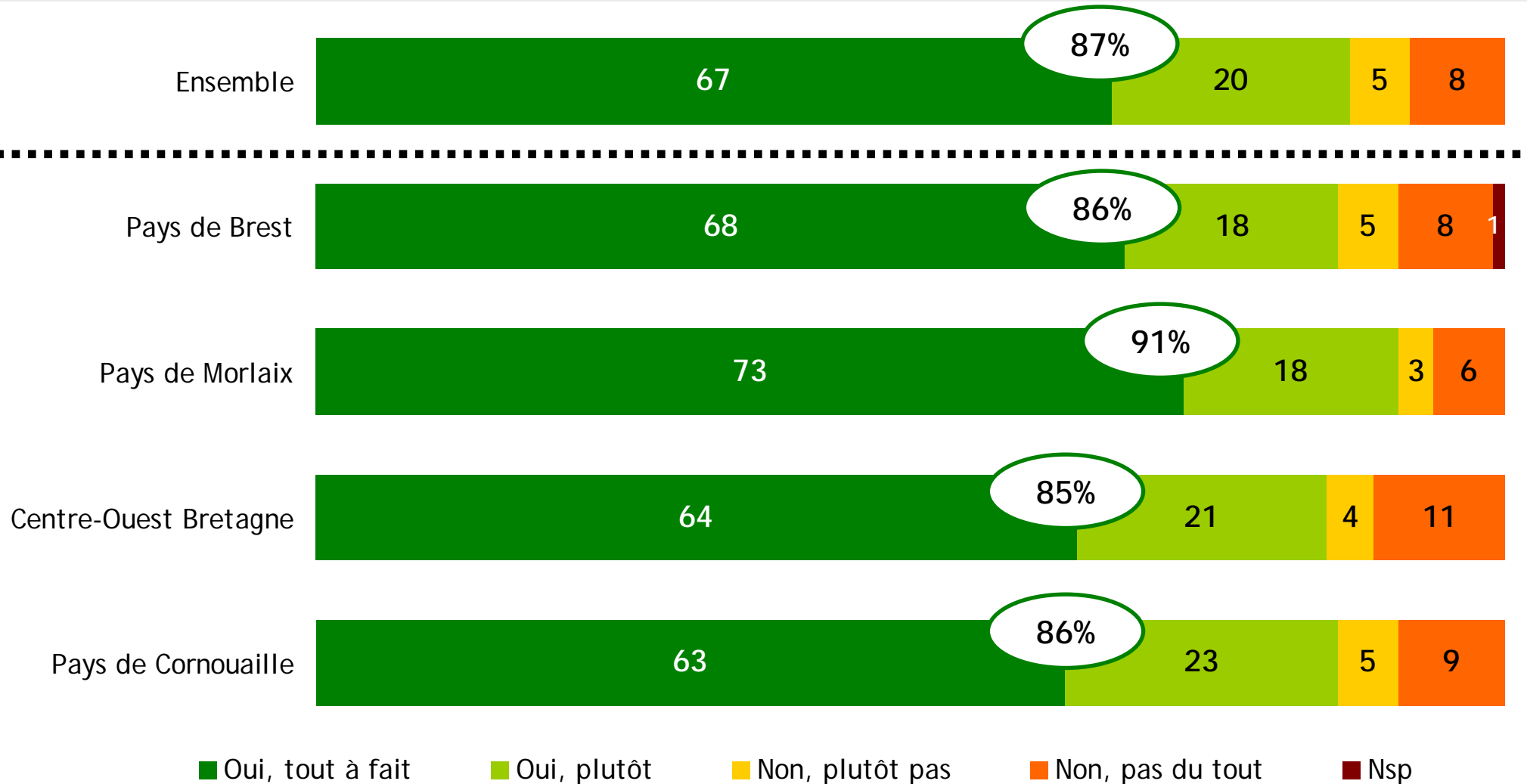
Question : En ce qui concerne le département du Finistère, diriez-vous que vous y êtes... ?



+X Evolution observée depuis 2007

La disposition à placer un autocollant « Finistère » sur les nouvelles plaques minéralogiques

Question : A partir du 1er janvier prochain, de nouvelles plaques d'immatriculation entreront en vigueur, sur lesquelles le numéro du département ne sera plus obligatoire. Vous personnellement, seriez-vous disposé à coller sur votre plaque minéralogique un autocollant représentant le Finistère ?

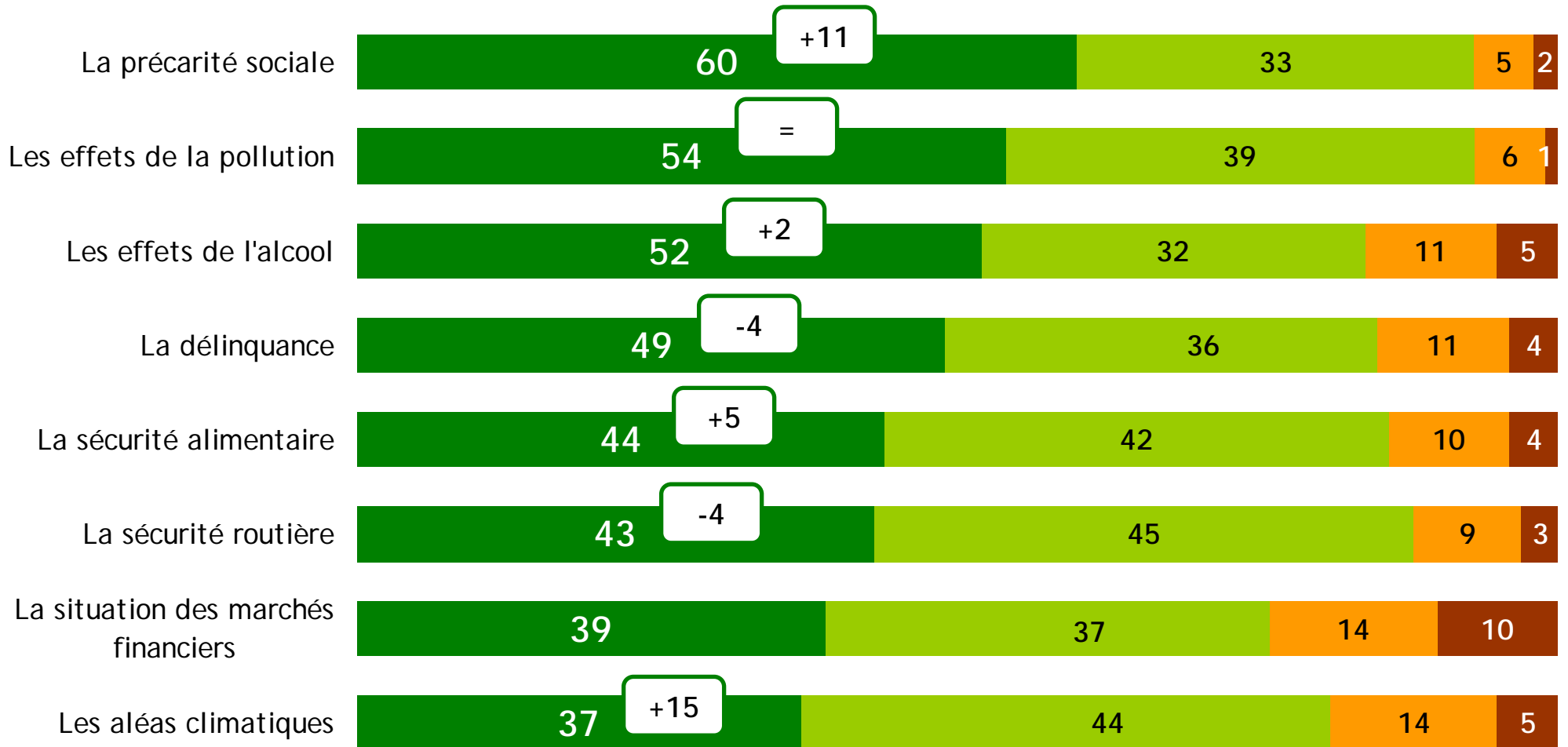


- B -

**La situation personnelle
et la vision d'avenir**

La hiérarchie des inquiétudes

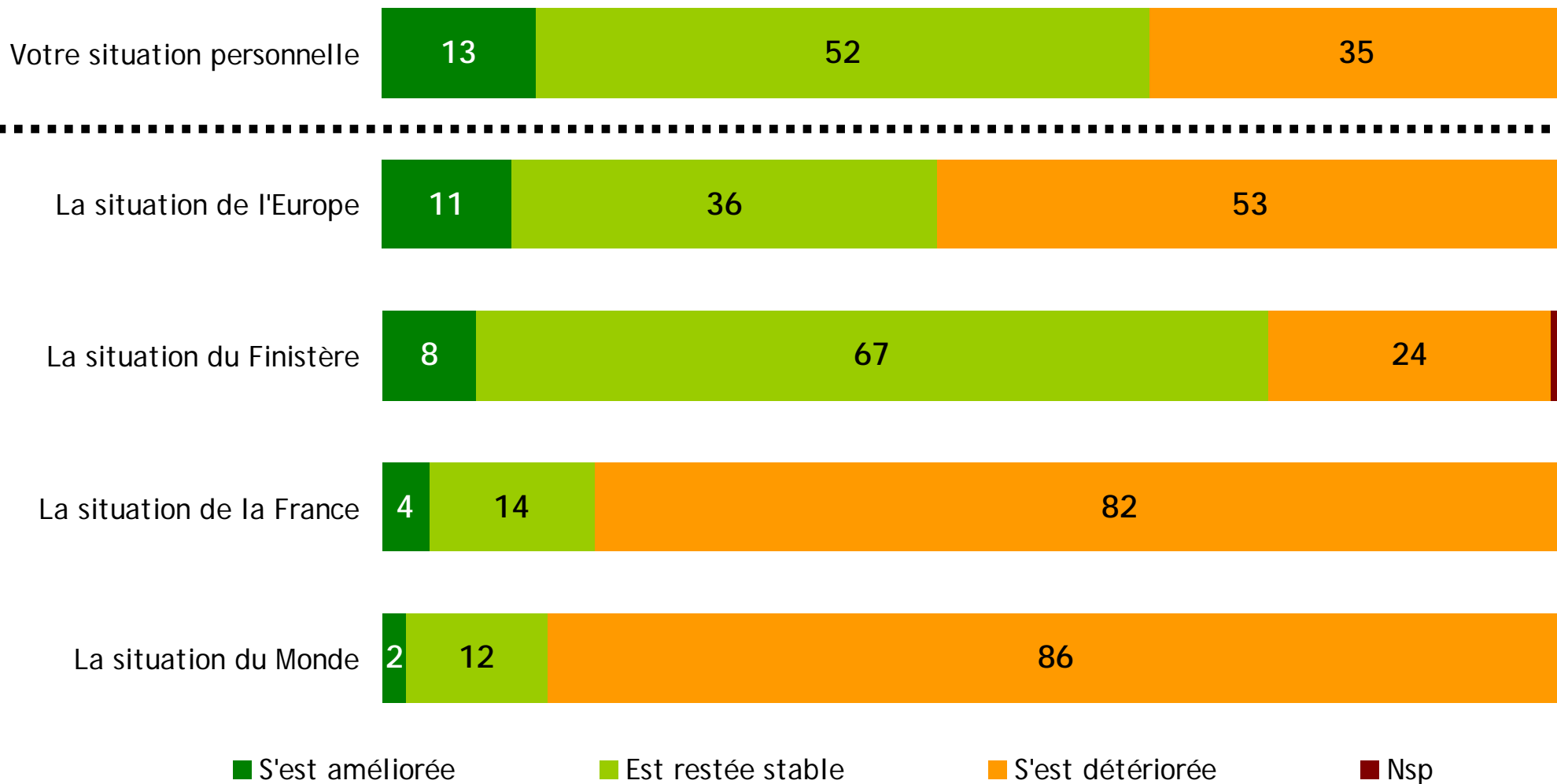
Question : Pour chacun des enjeux suivants, dites-moi s'il vous préoccupe de façon très importante, assez importante, pas vraiment importante ou s'il ne vous préoccupe pas du tout.

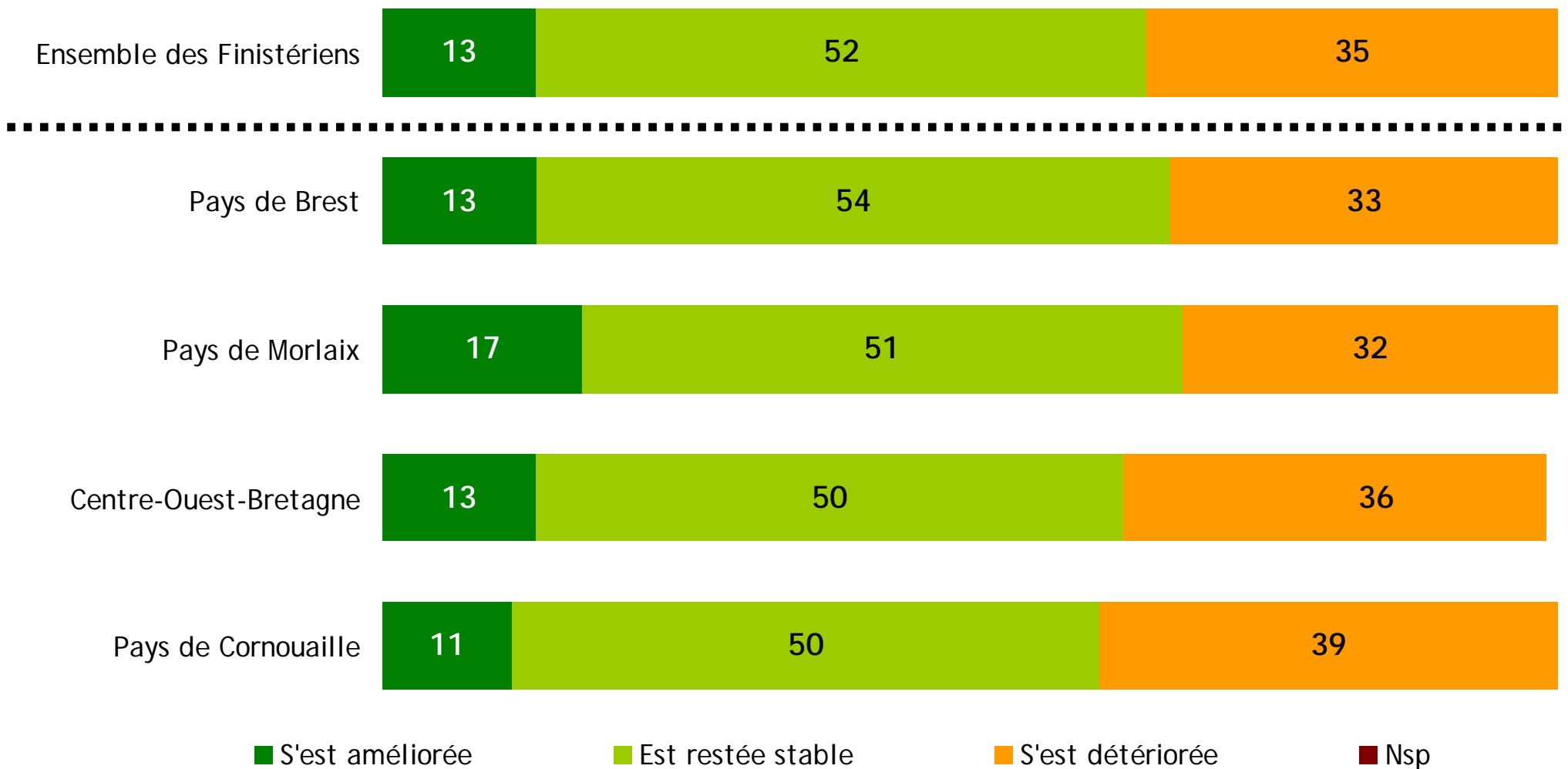


■ De façon très importante ■ De façon assez importante ■ De façon pas vraiment importante ■ Pas du tout ■ Nsp

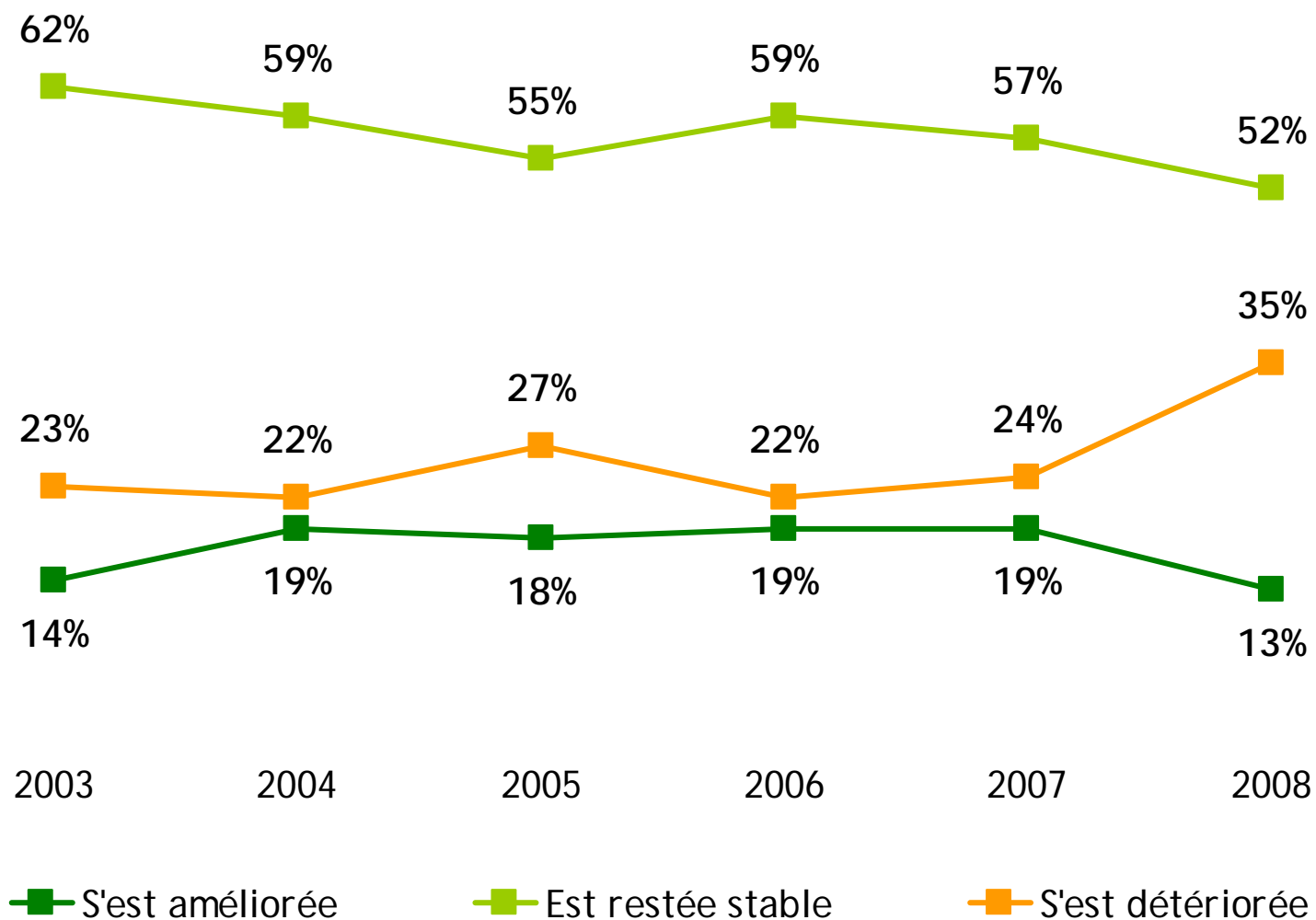
+X Evolution observée depuis 2006

Question : Depuis un an, considérez-vous que les situations suivantes se sont améliorées, se sont détériorées ou sont restées stables ?



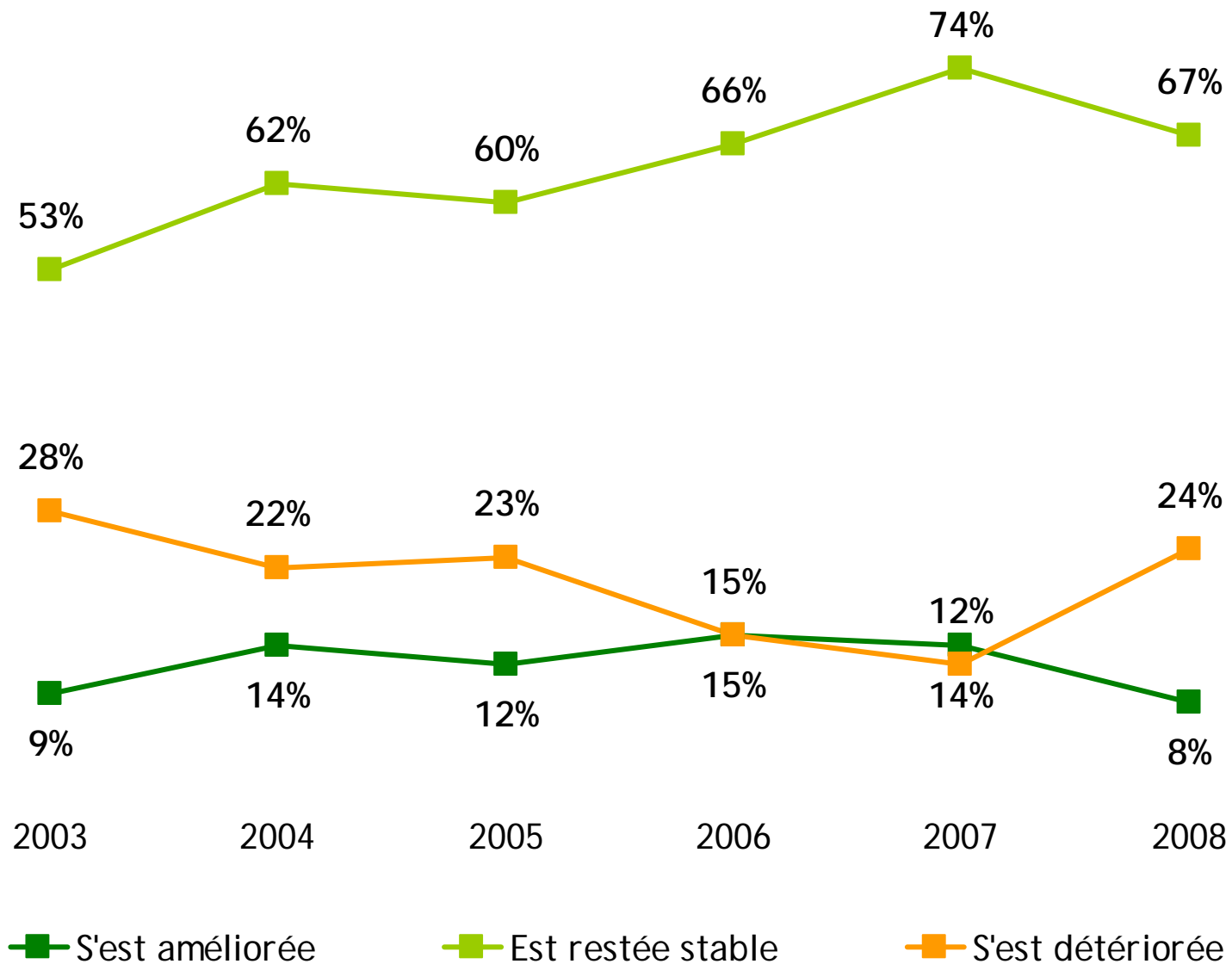
La perception de sa situation personnelle : détail par pays

L'évolution de la perception de sa situation personnelle

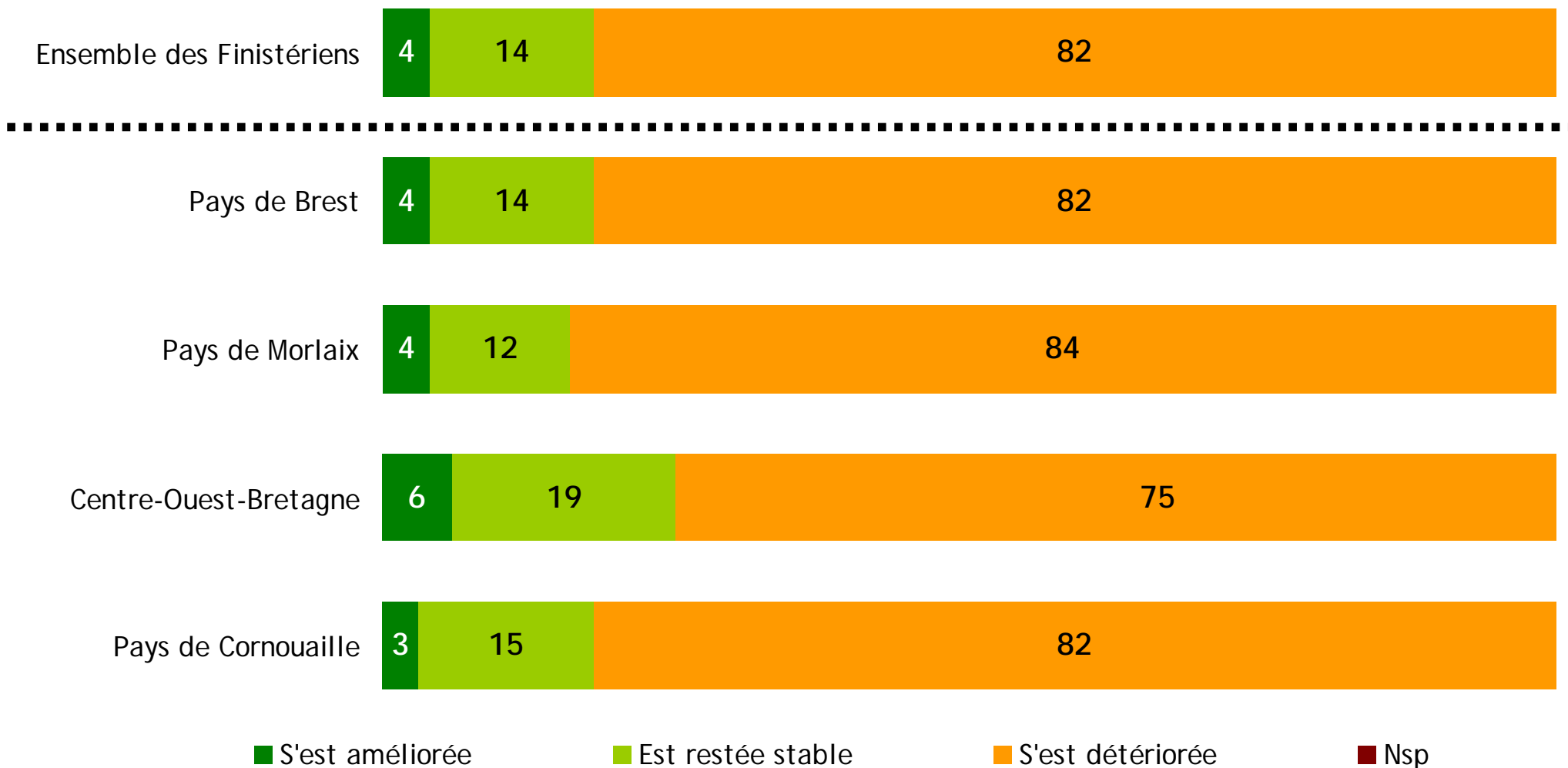


La perception de la situation du Finistère : détail par pays

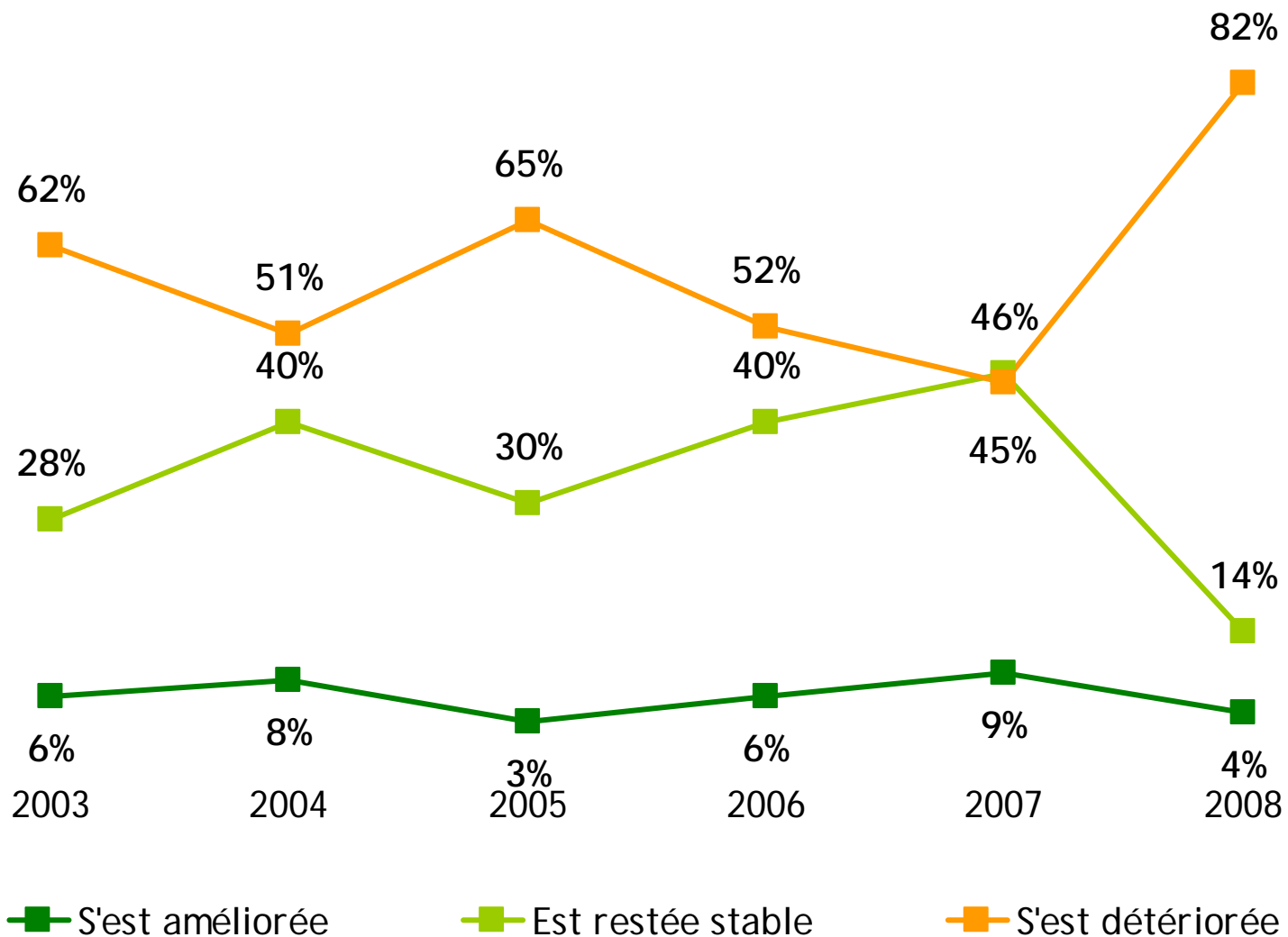


L'évolution de la perception de la situation du Finistère

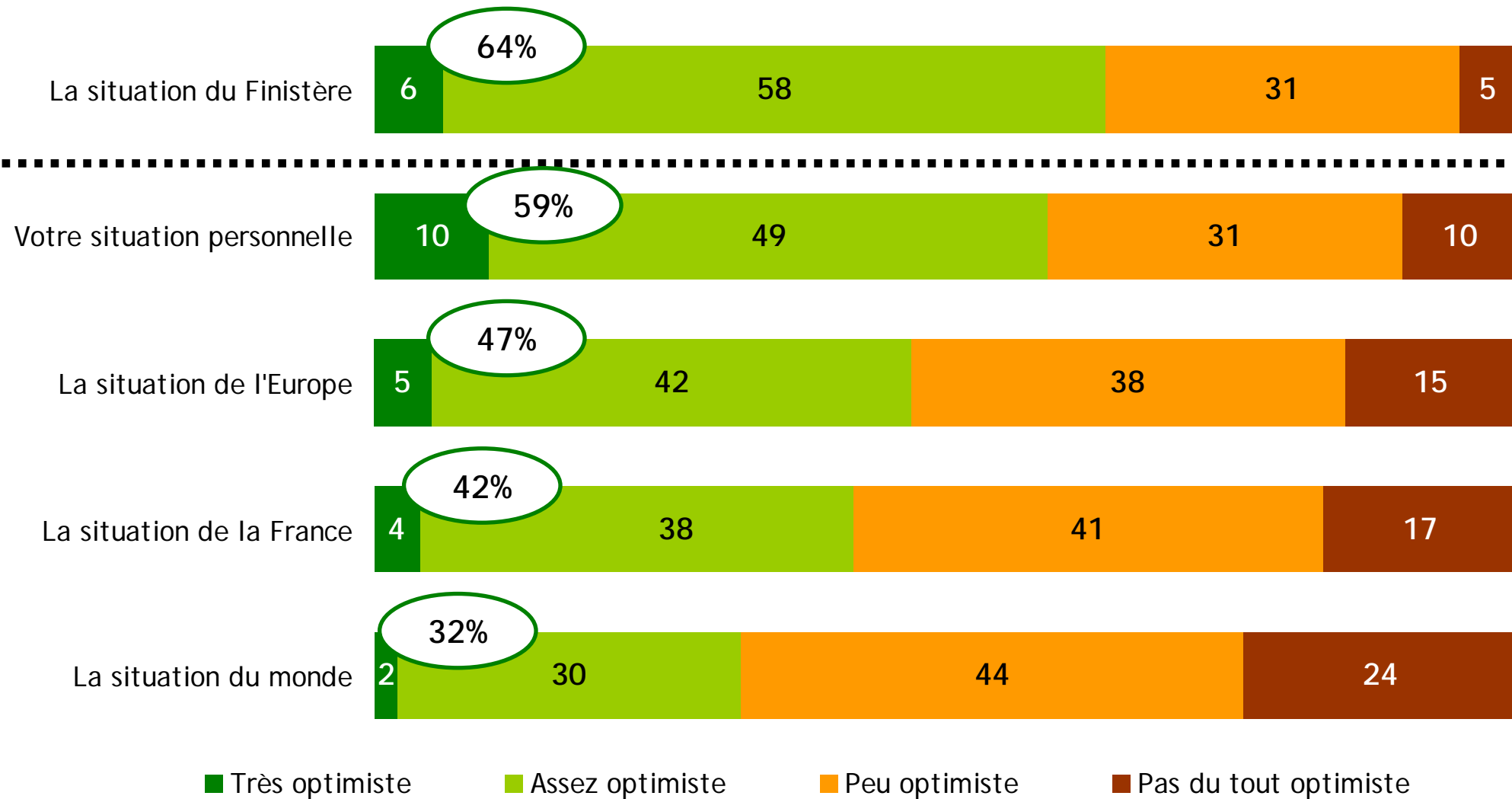
La perception de la situation de la France : détail par pays



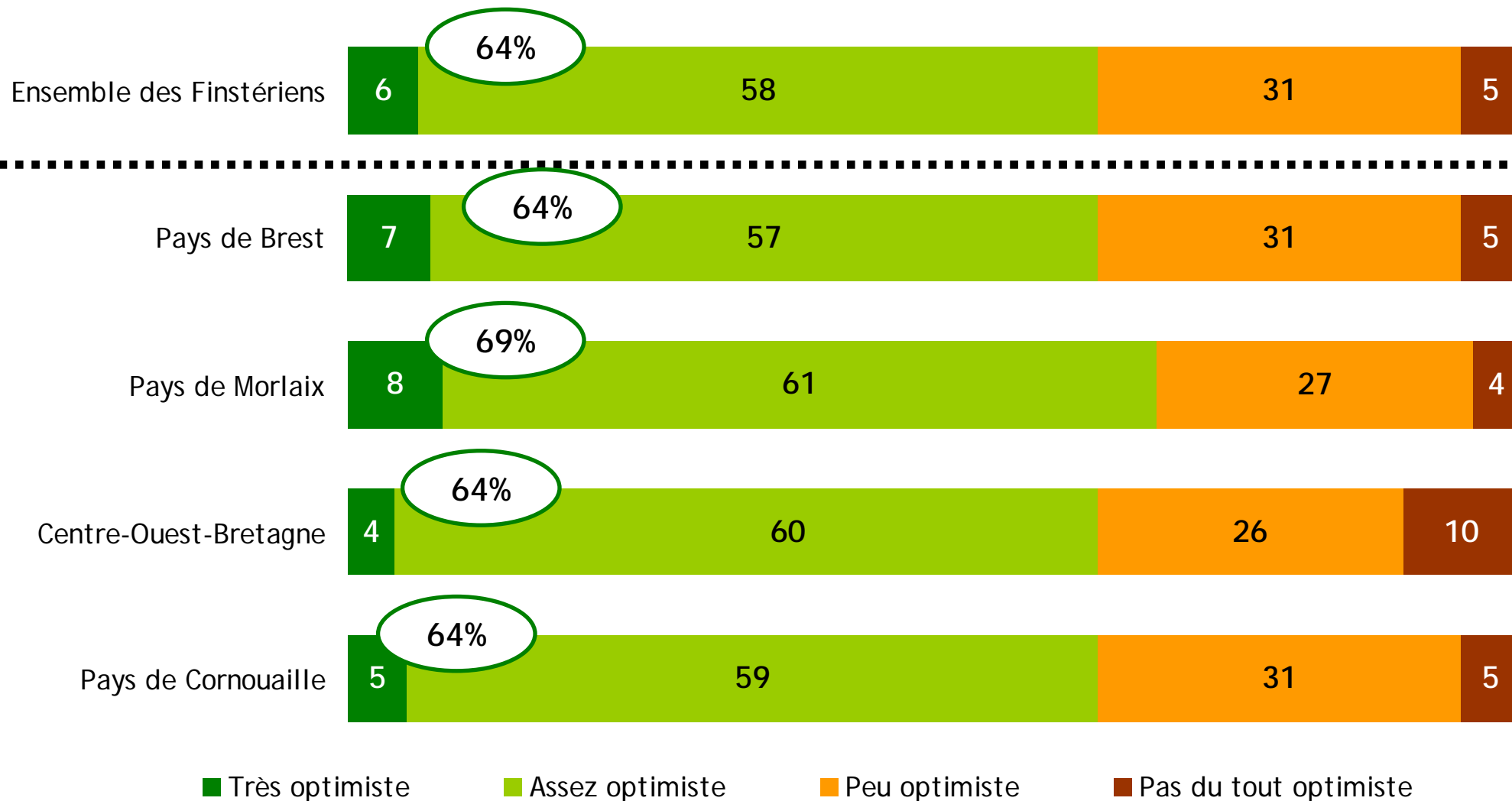
L'évolution de la perception de la situation de la France



Question : Et pour l'avenir, diriez-vous que vous êtes très optimiste, assez, peu ou pas du tout optimiste pour...?



L'optimisme pour l'avenir du Finistère : détail par Pays



- C -

Le développement durable

La perception de l'action du Conseil général en matière de développement durable

Question : En matière de développement durable, qui est un mode de développement qui cherche à satisfaire les besoins des populations d'aujourd'hui en pensant aux conséquences pour demain, avez-vous le sentiment que le Conseil général du Finistère... ?

+X Evolution observée depuis 2007



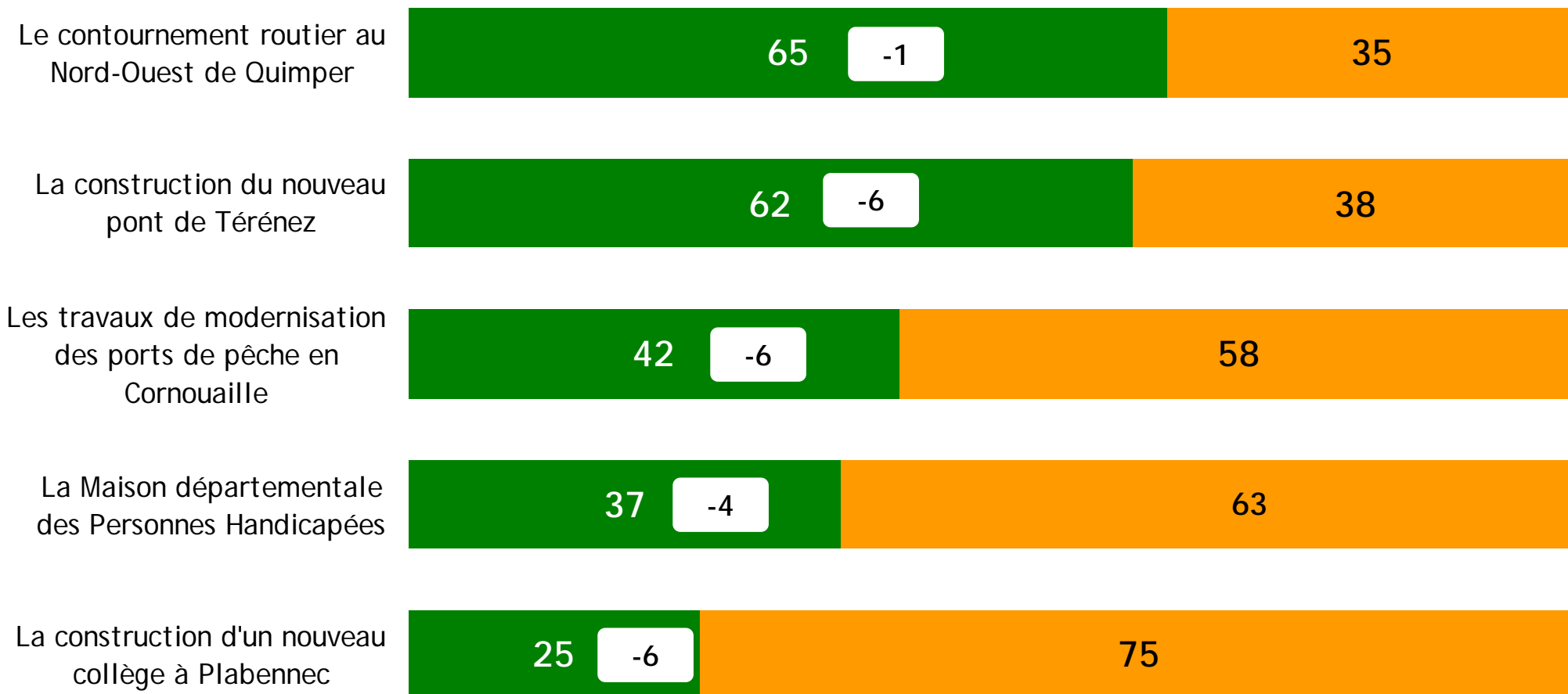
■ Tout à fait d'accord
 ■ Plutôt d'accord
 ■ Plutôt pas d'accord
 ■ Pas du tout d'accord
 ■ Nsp

- D -

L'action publique

La notoriété de différents projets

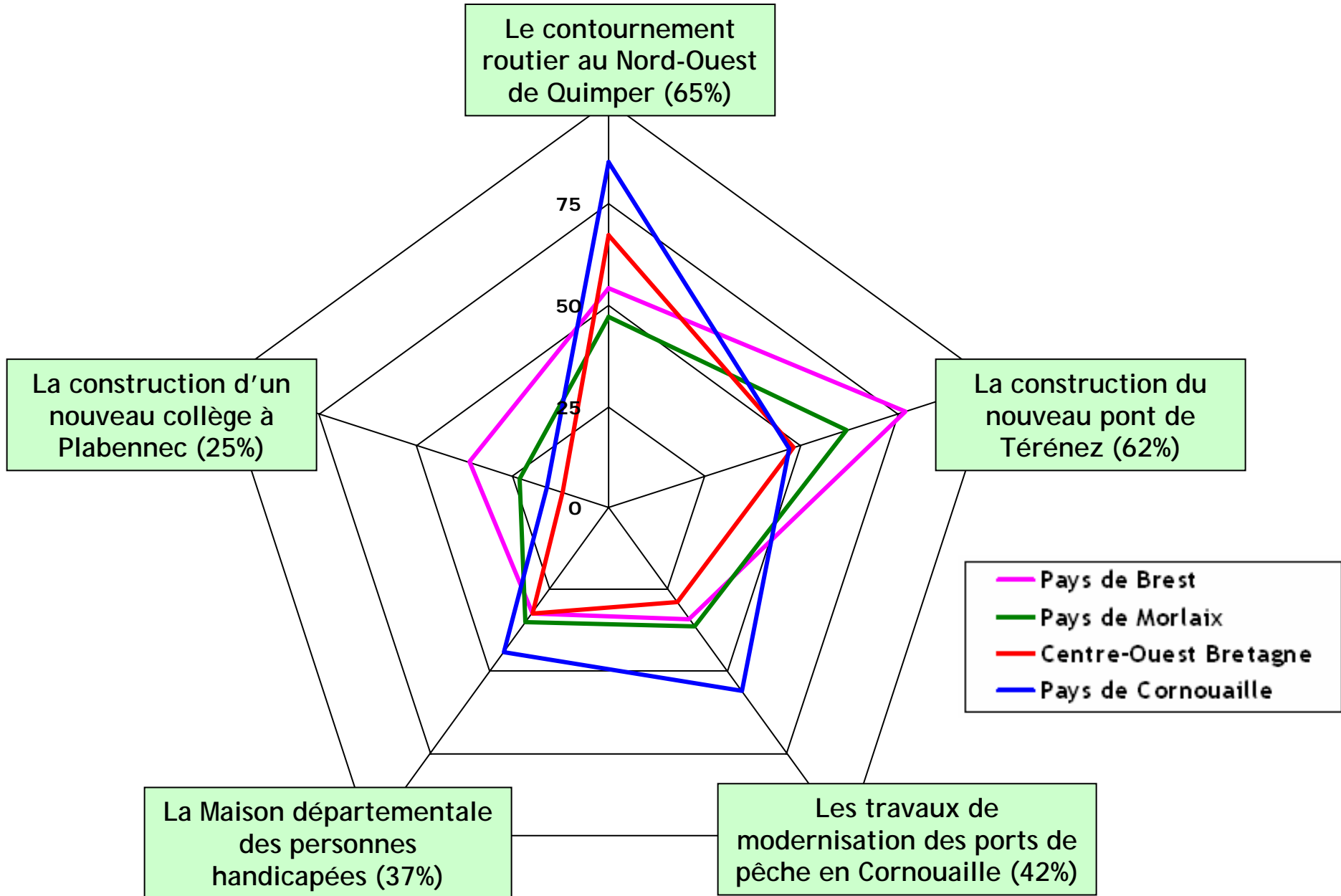
Question : Pour chacun des projets suivants engagés par le Conseil général du Finistère, dites-moi si vous en avez entendu parler ?



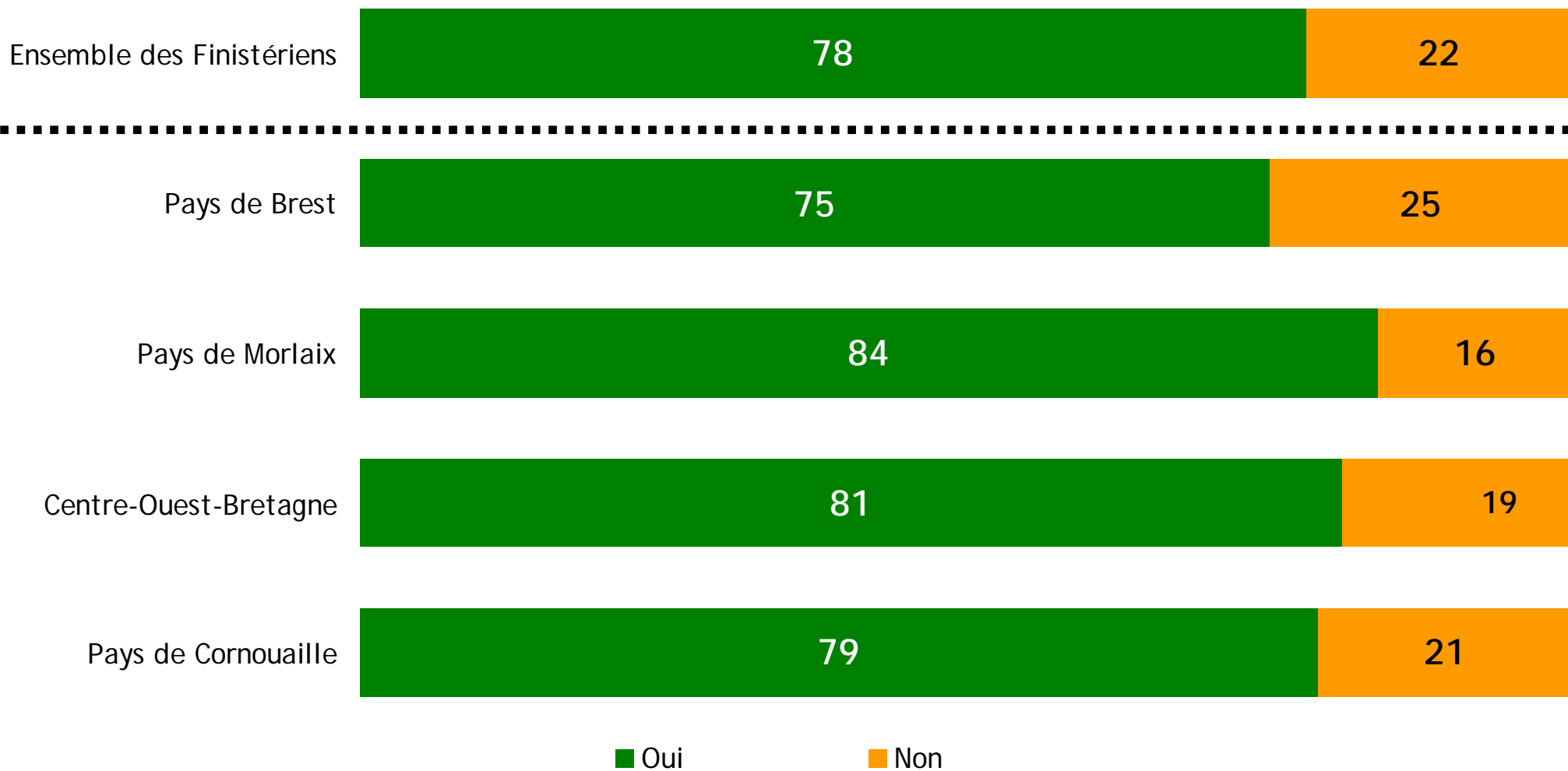
+X Evolution observée depuis 2007

■ Oui ■ Non

La notoriété de différents projets : détail par Pays

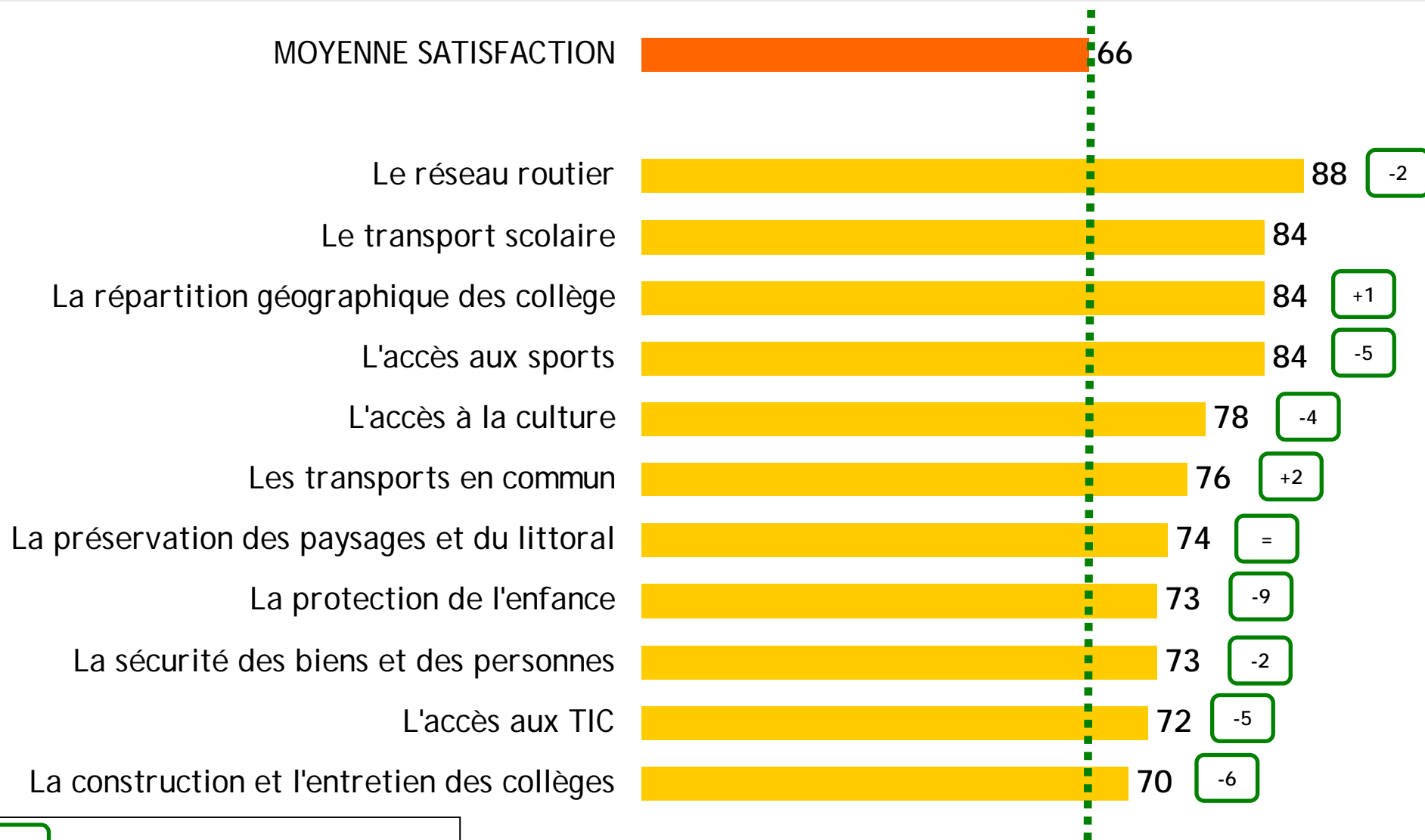


Question : Et avez-vous entendu parler des aires de covoiturage aménagées par le Conseil général du Finistère sur le territoire départemental ?



La satisfaction détaillée des Finistériens

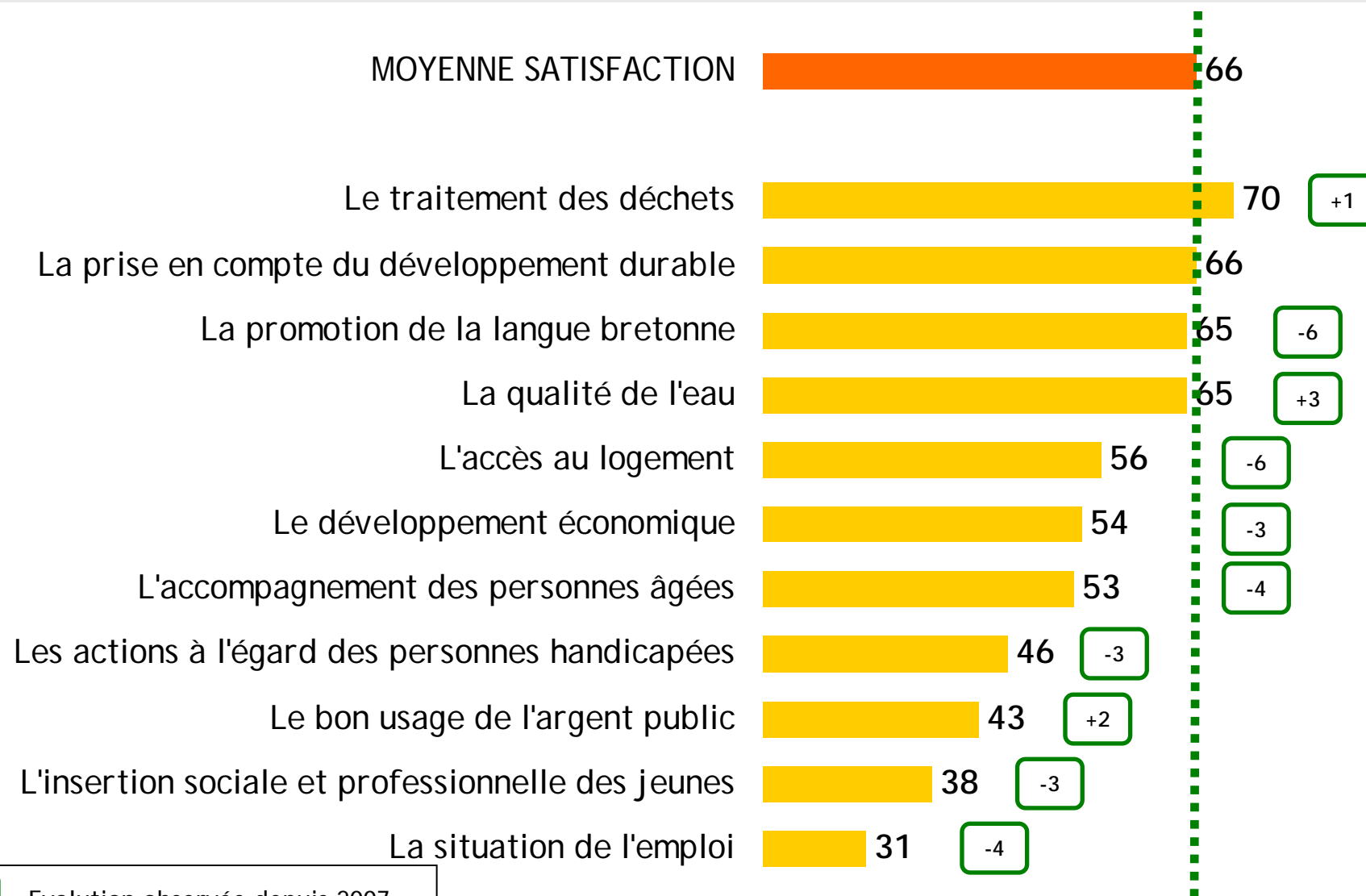
Question : Dans le département du Finistère, dites-moi si vous êtes tout à fait satisfait, assez satisfait, pas vraiment satisfait ou pas du tout satisfait en ce qui concerne ?



+X Evolution observée depuis 2007

La satisfaction détaillée des Finistériens

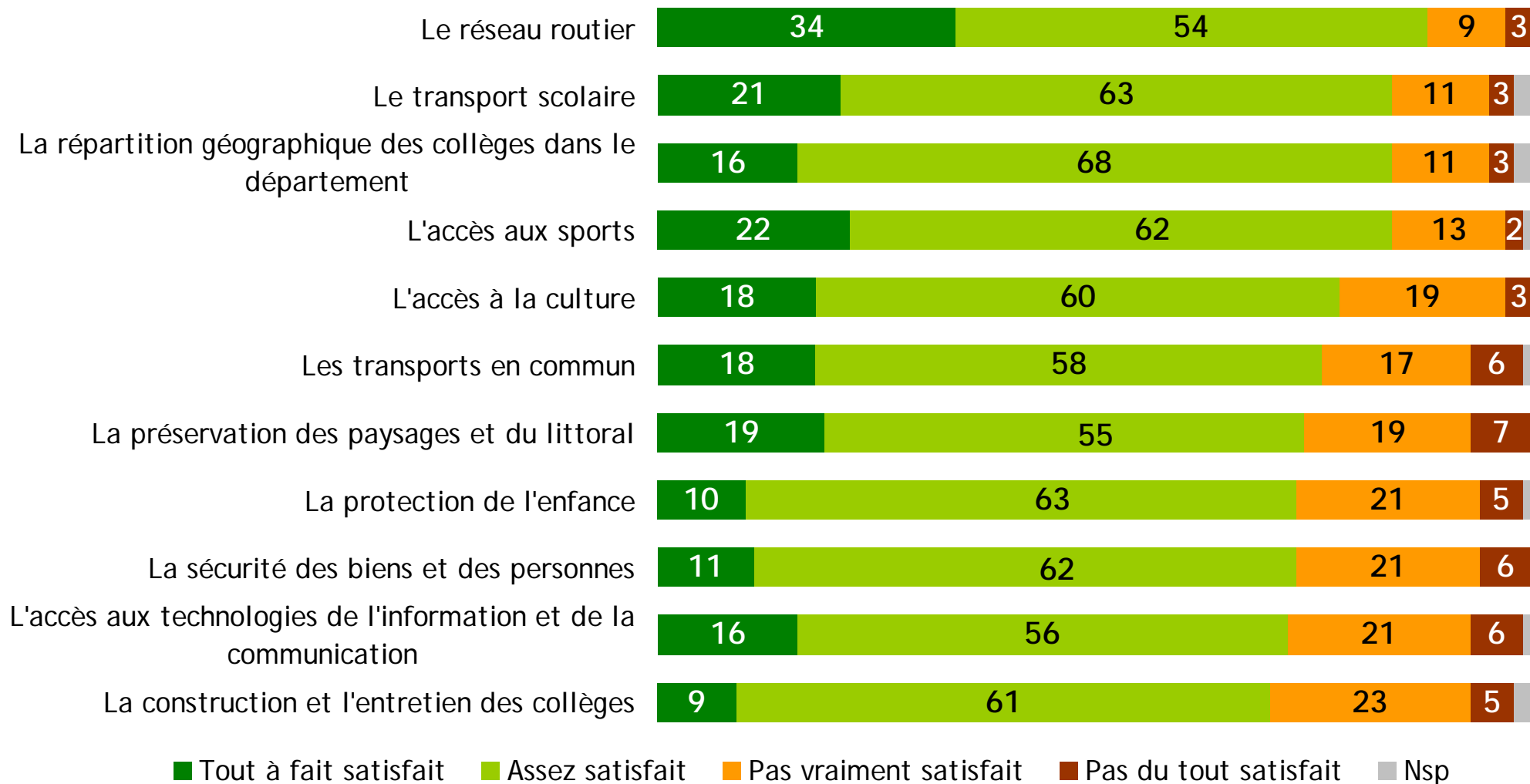
Question : Dans le département du Finistère, dites-moi si vous êtes tout à fait satisfait, assez satisfait, pas vraiment satisfait ou pas du tout satisfait en ce qui concerne ?



+X Evolution observée depuis 2007

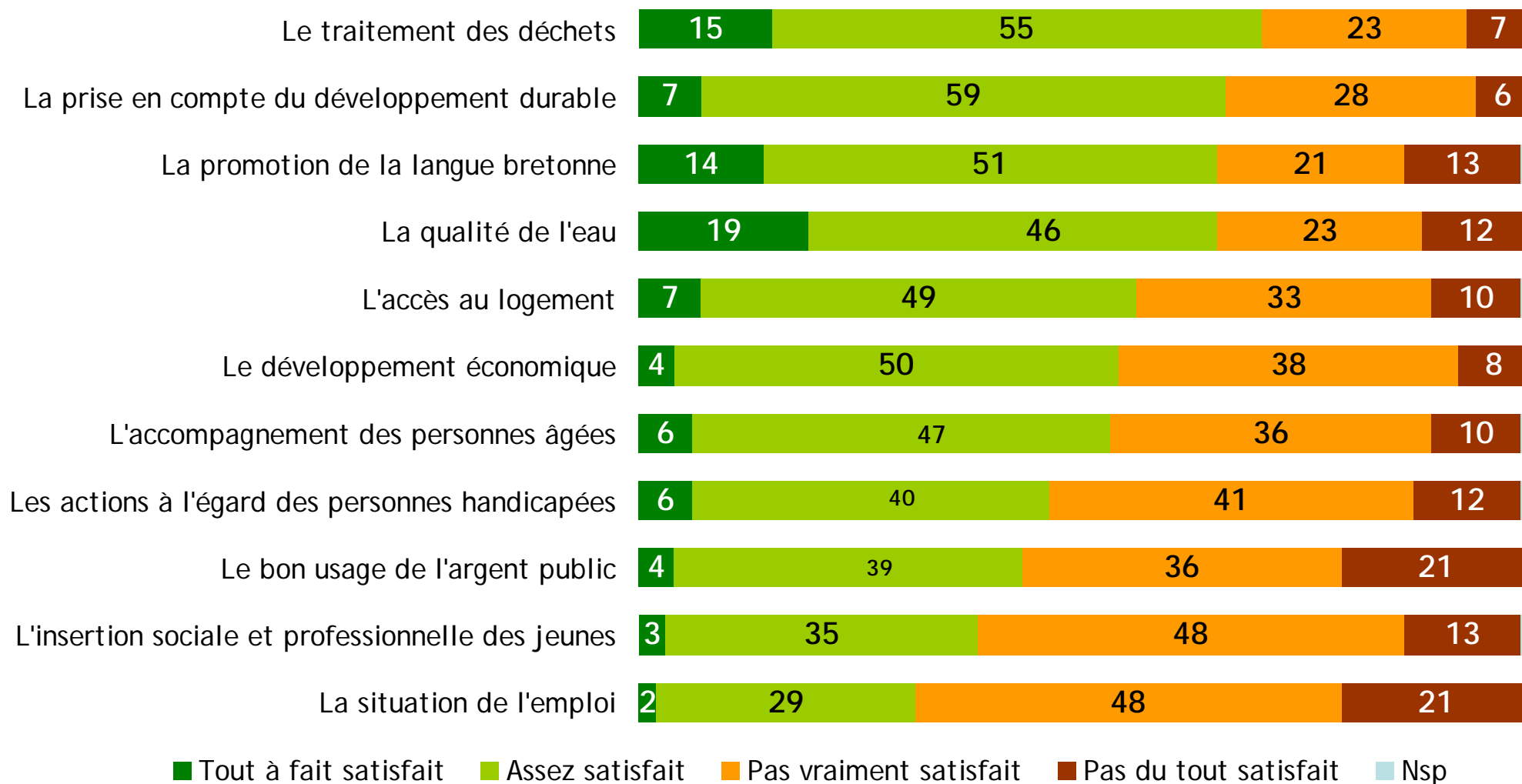
La satisfaction détaillée des Finistériens

Question : Dans le département du Finistère, dites-moi si vous êtes tout à fait satisfait, assez satisfait, pas vraiment satisfait ou pas du tout satisfait en ce qui concerne ?



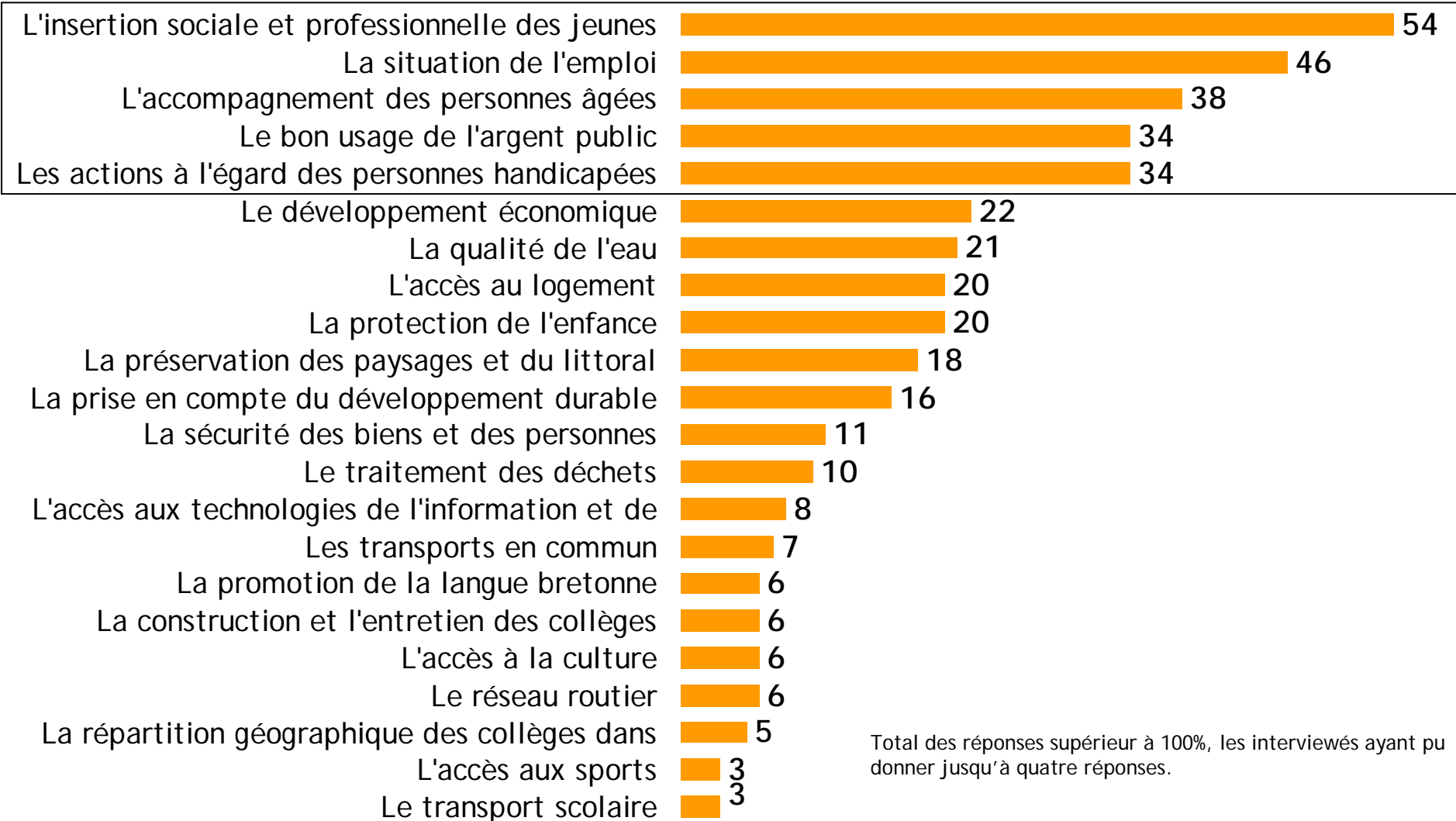
La satisfaction détaillée des Finistériens

Question : Dans le département du Finistère, dites-moi si vous êtes tout à fait satisfait, assez satisfait, pas vraiment satisfait ou pas du tout satisfait en ce qui concerne ?



Les domaines d'investissement prioritaires

Question : Si le Conseil général du Finistère devait consacrer davantage de moyens aux domaines suivants, pour lequel devrait-il le faire selon vous ?



Total des réponses supérieur à 100%, les interviewés ayant pu donner jusqu'à quatre réponses.

Pays de Brest

1. L'insertion sociale et professionnelle des jeunes
2. La situation de l'emploi
3. L'accompagnement des personnes âgées
4. Les actions à l'égard des personnes handicapées
5. Le bon usage de l'argent public

Centre-Ouest-Bretagne

1. L'insertion sociale et professionnelle des jeunes
2. La situation de l'emploi
3. Les actions à l'égard des personnes handicapées
4. L'accompagnement des personnes âgées
5. Le bon usage de l'argent public

Pays de Morlaix

1. L'insertion sociale et professionnelle des jeunes
2. La situation de l'emploi
3. Les actions à l'égard des personnes handicapées
4. L'accompagnement des personnes âgées
5. Le bon usage de l'argent public

Pays de Cornouaille

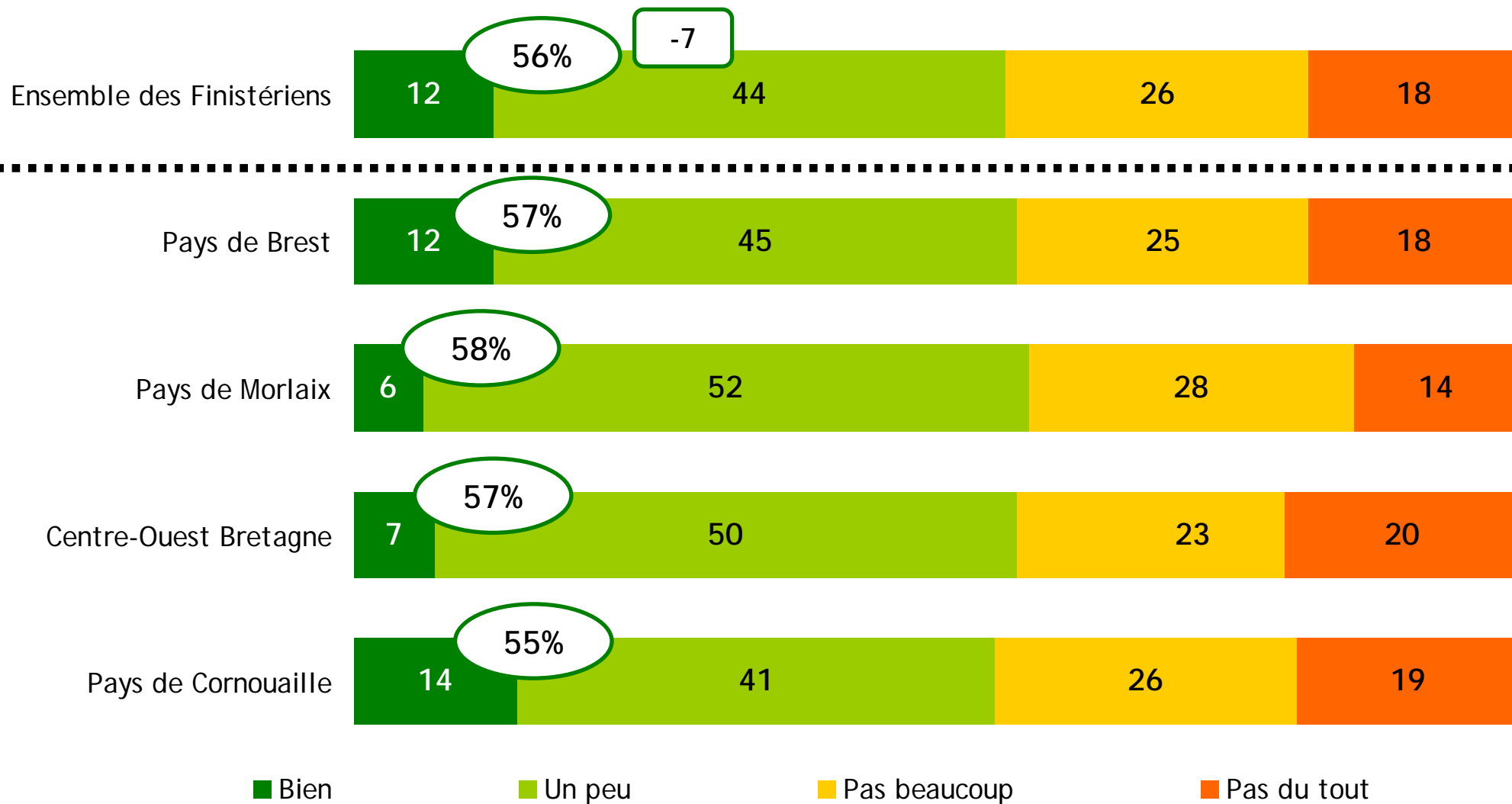
1. L'insertion sociale et professionnelle des jeunes
2. La situation de l'emploi
3. Le bon usage de l'argent public
4. L'accompagnement des personnes âgées
5. Les actions à l'égard des personnes handicapées

- E -

Le Conseil général

Le niveau de connaissance de l'institution

Question : A propos du Conseil général du Finistère, diriez-vous que vous le connaissez ?



+X Evolution observé depuis 2007

L'utilité perçue du Conseil général

Question : A votre avis, cet organisme est-il... ?

